

1956] (p. 4724); *Absence d'un plan de financement* (p. 4722); — du projet de loi portant institution d'un Code de procédure pénale, Art. 29 : *Amendement de M. Cot prévoyant la responsabilité personnelle du préfet en cas de non-lieu ou d'absence de réquisitoire* [25 juin 1957] (p. 2974); Art. 44 : *Amendement de M. Dejean tendant à faire exercer les fonctions de ministre public près le tribunal de simple police par l'officier de police chef des services de sécurité publique à défaut du commissaire de police; dépenses entraînées par le déplacement du commissaire de police* (p. 2992); Art. 62 : *Amendement de M. Cot prévoyant le traitement des personnes gardées à vue, lecture d'un passage du traité théorique et pratique de police judiciaire, interrogatoires abusifs* (p. 3003); Art. 227 : *Son amendement prévoyant que les officiers de police judiciaire mis en cause peuvent être assistés, devant la chambre d'accusation, soit par un de leurs collègues, soit par un représentant syndical, soit par un avocat* [26 juin 1957] (p. 3086); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles : *Résultats des pouvoirs spéciaux votés en mars 1956, rapport de la sous-commission chargée de contrôler les crédits affectés à la Défense nationale, aggravation de la situation, faiblesse de l'actuel Gouvernement, intention discriminatoire du texte gouvernemental, atteinte à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile, avis du Conseil d'Etat* [17 juillet 1957] (p. 3688, 3689, 3690); *Inconvénients de la condamnation judiciaire préalable à l'assignation à résidence, conséquences de l'application du texte gouvernemental* (p. 3691); *Insuffisance des garanties proposées contre l'arbitraire, danger d'un régime concentrationnaire, citation de Rivarol* (p. 3692), *distinction entre visites domiciliaires et perquisitions* (p. 3692, 3693); — sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : *Demande une suspension de séance* [28 octobre 1957] (p. 4587), — d'urgence du projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain : *Vote du projet pour faire échec à la guerre civile* [16 mai 1958] (p. 2376). = S'excuse de son absence [7 mars 1958] (p. 1302).

**DRONNE (M. Raymond)**, *Député de la Sarthe (Apparenté R. S.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [15 mars 1956] (p. 935), [4 octobre 1957] (p. 4502).

#### Dépôts :

Le 27 janvier 1956, une proposition de loi tendant à exonérer certaines livraisons de blé de l'application du « quantum », n° 234. — Le 6 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter le point de départ de l'application de la taxe sur les véhicules automobiles à compter de la date à laquelle les restrictions de carburants et les limitations de circulation seront supprimées, n° 3462. — Le 13 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2890) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention sur les privilèges et immunités de la Commission du Pacifique Sud, signée *ad referendum* le 20 février 1953 à Nouméa, n° 3536. — Le 13 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2891) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention consulaire franco-suédoise, signée à Paris, le 5 mars 1955, n° 3537. — Le 20 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des délais de paiement et des dégrèvements aux contribuables de bonne foi qui ont subi des préjudices du fait des restrictions de carburants, n° 4213. — Le 6 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître la République populaire de Chine, n° 4424. — Le 29 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires au maintien des activités de la radiodiffusion française dans le Sud-Est Asiatique, n° 5088. — Le 18 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proposer aux Etats intéressés la création d'un Conseil des Premiers Ministres de l'Europe et d'une Assemblée Européenne unique composée des représentants des Par-

lements nationaux, n° 5126. — Le 16 juillet 1957, une proposition de loi tendant à dispenser de toute cotisation d'allocation familiale les travailleurs indépendants âgés de plus de 65 ans, n° 5509. — Le 16 juillet 1957, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des allocations familiales aux familles des apprentis pendant toute la durée de l'apprentissage, n° 5510. — Le 17 septembre 1957, une proposition de loi portant modification au décret n° 57-928 du 14 août 1957 fixant les prix et les modalités de paiement, de stockage et de rétrocession des céréales pour la campagne 1957-1958 et portant suppression de la subvention pour le pain, n° 5731. — Le 11 février 1958, une proposition de résolution en vue de faciliter l'élaboration d'une réforme électorale, n° 6558. — Le 26 mars 1958, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de loi (n° 6440) de M. Soustelle tendant à inviter le Gouvernement à assurer le reclassement en Algérie et en France des agents de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie, actuellement employés en Tunisie, n° 7029.

### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises par le Gouvernement pour l'Algérie [10 février 1959] (p. 234); la développe au cours de la discussion générale du projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *accélération du processus de détérioration, concessions accordées au Maroc et étendues en Tunisie, remise d'un ouvrage militaire du génie français à un général américain, conséquences de la perte de l'Afrique du Nord* [8 mars 1956] (p. 752, 753). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents [24 février 1959] (p. 493). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique d'abandon des intérêts français au Maroc et en Tunisie [9 mars 1956] (p. 782); la développe : *échec de la politique menée depuis dix ans en Afrique du Nord ; marche vers l'indépendance des anciens protectorats ; rupture de leurs liens avec la France ; position éventuelle du Maroc à l'O.N.U. ; existence de deux armées marocaines ; massacre des amis de la France ; retour du Maroc à l'état d'insécurité et d'anarchie d'avant 1912 ; irrésolution et faiblesse du Gouvernement ; inexpérience du haut commissaire*

*français au Maroc ; incidents suscités par le directeur de l'intérieur : caractère prétendument démocratique des partis marocains ; autorité du sultan et du gouvernement marocain : caractéristiques de la situation algérienne ; accord conclu entre le gouvernement tunisien et le front de libération national algérien ; armes livrées par le Néodestour ; aide apportée aux rebelles algériens par l'armée de libération du Maroc ; nécessité d'orienter la politique étrangère en fonction de la politique algérienne ; déferlement du panarabisme ; menace à l'égard de l'Occident ; incompréhension de nos alliés ; nécessité absolue de mettre fin à la trahison intérieure ; existence de majorités contradictoires sur les différents problèmes ; malfeasance du système instauré en 1946 ; nécessité d'instaurer à Paris un élément fédérateur fort et puissant* [31 mai 1956] (p. 2151 et suiv.). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *son ordre du jour* [15 mars 1956]; *le retire* (p. 990). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique de démission et d'abandon des intérêts et des positions de la France au Maroc et en Tunisie et en Afrique du Nord en général [22 mars 1956] (p. 1192); la développe en même temps que celle du 9 mars 1956 (p. 782 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi sur le renouvellement des baux commerciaux, en deuxième lecture, Art. 1<sup>er</sup> : *son amendement tendant à fixer des minima pour les loyers commerciaux* [19 juin 1956] (p. 2711); *le retire* (p. 2712); — en deuxième lecture, du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956. Art. 20 A : *Situation des administrateurs de l'Indochine* [23 juillet 1956] (p. 3493); *son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 3494). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative aux mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin aux agissements des bandes organisées qui, sur le territoire métropolitain, font régner la terreur chez les travailleurs nord-africains [16 novembre 1956] (p. 4772, 4773). — Prend part à la discussion : sur les nouvelles propositions de la conférence des présidents : *suppression du vote personnel sur la ratification du traité Franco-Libyen* [22 novembre 1956] (p. 5015); — du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité d'amitié et de bon voisinage signé entre la

France et le Royaume-Uni de Libye : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la ratification (réouverture des négociations, exigences nouvelles, à présenter); sécurité des communications entre l'Afrique du Nord et l'Afrique équatoriale; valeur stratégique du Fezzan; existence de gisements pétroliers; stipulation des accords provisoires de 1951 prévoyant la conclusion d'un traité d'alliance et d'amitié; attitude inamicale du gouvernement lybien; appui prêté par la France pour la ratification du traité anglo-lybien* [22 novembre 1956] (p. 5030); *ses explications de vote* (p. 5039); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, RELATIONS AVEC LES ETATS ASSOCIÉS, Titres III et IV : *Indemnisation des Français sinistrés du nord-Vietnam; frais de fonctionnement des commissions internationales de contrôle de l'armistice; intégration de certains fonctionnaires d'Indochine dans les cadres diplomatiques (application de la loi); nécessité d'une définition contractuelle de l'Union française* [26 novembre 1956] (p. 5081); Art. 15, Etat D, CHARGES COMMUNES : *Déficit du budget du Maroc; émissions anti-françaises de Radio-Tunis et de Radio-Rabat; nature juridique des relations avec les anciens protectorats; volonté des Etats-Unis de prendre la place laissée par la France* [4 décembre 1956] (p. 5487); après l'article 107 : *son article additionnel tendant à permettre la réintégration des administrateurs de la France d'outre-mer dégaçés des cadres* [8 décembre 1956] (p. 5764); *son article additionnel tendant à permettre à l'Institut national d'hygiène d'accorder des subventions aux laboratoires privés* (ibid.). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au budget une question orale relative à l'imposition à la patente des marchands forains [30 novembre 1956] (p. 5320). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la ratification des accords sur la Sarre et la canalisation de la Moselle : *Position de la France en 1945 à l'égard du problème sarrois; refus de l'annexion; pari sur la politique allemande fait par les partisans des accords; retour des nazis en Sarre; canalisation de la Moselle : obstacle mis par les Allemands (déclaration de M. Schwertner sur les bassins de décantation)* [11 décembre 1956] (p. 5879); *revendications allemandes sur l'Alsace-Lorraine; danger présenté par la construction d'une petite Europe, accord probable de l'Allemagne avec l'Union Soviétique sur la réunification; perte du dernier gage*

*détenu par la France* (p. 5880); *son sous-amendement (automaticité du versement par la France des sommes dues par l'Allemagne aux ex-Sarrois en cas de manquement de cette dernière)* [12 décembre 1956] (p. 5910); — sur le procès-verbal de la séance du 12 décembre : *vote du groupe des républicains sociaux sur les accords sur la Sarre* [13 décembre 1956] (p. 5926); — du projet de résolution relatif à la fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1957 : *Inopportunité d'une augmentation des dépenses de l'Assemblée Nationale* [26 décembre 1956] (p. 6226); — en quatrième lecture, d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi, Article unique : *Son amendement (appellation des travailleurs déportés)* [23 janvier 1957] (p. 243, 244); *le retire* (p. 245); *sa motion préjudicielle tendant à l'ajournement de la discussion* (p. 253, 254); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la procédure de recouvrement de certaines créances, Art. 15 : *Son amendement (notification de l'injonction de payer)* [23 janvier 1957] (p. 257); *le retire* (p. 258); — d'une proposition de résolution relative à la réparation des dommages subis par les Français de Tunisie et du Maroc : *Reclassement de nos compatriotes de Meknès, cas des Français du Nord-Vietnam* [5 février 1957] (p. 654). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative au contrôle et à la protection des Nord-Africains vivant en France : *Incident du 5 janvier au Mans, terrorisme fellagha dans la Métropole, utilisation des policiers ayant vécu en Afrique du Nord (policiers évacués de Meknès)* [6 février 1957] (p. 684 et 685). — Dépose une demande d'interpellation sur la nomination du Général Allemand Speidel au commandement des forces terrestres du Centre-Europe [21 février 1957] (p. 1034). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question orale relative aux circonstances dans lesquelles des jeunes gens du département de la Creuse ont bénéficié d'exemptions frauduleuses du service militaire [1<sup>er</sup> mars 1957] (p. 1228). — Prend part à la discussion : en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 portant définition des services de l'Etat dans les T.O.M. et énumération des cadres de l'Etat, Art. 2 :

*Inapplicabilité de l'article 10 du décret organique aux dispositions créant un service d'assistance technique* [12 mars 1957] (p. 1445); Art. 5 : *Son amendement tendant à inclure parmi les cadres de l'Etat le cadre des chefs de division et des attachés de la France d'outre-mer* (p. 1446); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret n° 56-1228 du 3 décembre 1956 relatif à l'organisation des services publics civils dans les territoires d'outre-mer, Art. 4 : *Amendement de M. Alduy (suppression des dispositions étendant aux fonctionnaires originaires des départements d'outre-mer les facilités accordées aux fonctionnaires originaires des T O. M.)* [12 mars 1957] (p. 1449, 1450); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de l'A.O.F. et de l'A.E.F., Art. 45 : *Amendement de M. Devinat tendant à mettre à la disposition des territoires la totalité des redevances et des droits de sortie perçus sur les produits miniers et pétroliers* [12 mars 1957] (p. 1458); — Sur un fait personnel [12 mars 1957] (p. 1459); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Son ordre du jour (refus de la confiance, constitution d'un Gouvernement de salut national)* [27 mars 1957] (p. 1904). — Sa lettre demandant que le vote sur la ratification du traité instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom ait lieu par scrutin public à la tribune [2 juillet 1957] (p. 3134). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant sur la ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat jusqu'à ce que le Conseil économique ait émis son avis sur les traités en cause (conception de l'intégration, de la supranationalité, de la petite Europe des Six, réunification de l'Allemagne)* [3 juillet 1957] (p. 3214, 3215); *la retire* (p. 3216); *la reprend* [6 juillet 1957] (p. 3403, 3404); — sur les propositions de la conférence des présidents : *Sa proposition tendant à ce que le vote sur la ratification des traités de marché commun et d'Euratom intervienne par un scrutin public à la tribune* [5 juillet 1957] (p. 3292). — Pose à M. le Président du Conseil une question relative à la libération des Français enlevés au Maroc [17 juillet 1957] (p. 3674, 3675). — Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le

Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles : *ses explications de vote sur la question de confiance : faiblesse et incapacité du Gouvernement* [19 juillet 1957] (p. 3774). — Dépose une demande d'interpellation sur la nomination du nouveau gouverneur militaire de Paris [30 septembre 1957] (p. 4464). — Prend part au débat sur la présentation du Gouvernement Félix Gaillard : *Refonte profonde des institutions républicaines et réforme électorale* [5 novembre 1957] (p. 4650). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'évolution des relations de fait et de droit entre la France et les anciens protectorats de Tunisie et du Maroc [26 novembre 1957] (p. 4931); la développe : *Histoire de nos relations avec le Maroc et la Tunisie, affaire du capitaine Moureau, façon dont sont traités les amis de la France en Tunisie et au Maroc, aide à la rébellion apportée par la Tunisie, exercice du droit de suite, choix d'une politique entraînant une nouvelle association franco-maghrébine, prestige du Général de Gaulle en Afrique du Nord* [21 janvier 1958] (p. 149 à 151); — sur les violations des engagements contractés à l'égard des anciens combattants et victimes de guerre [14 janvier 1958] (p. 2). — Prend part à la discussion : des propositions de la conférence des présidents : *ses explications de vote sur la question de confiance : utilisation abusive de la question de confiance par le Gouvernement ; application du plan quadriennal, paiement du pécule des prisonniers, possibilité de continuer à payer la retraite du combattant dans les conditions actuelles sans que les crédits du Ministère des Anciens combattants soient dépassés : réduction de l'aide à la Tunisie* [16 janvier 1958] (p. 65, 66); — sur la fixation de la date des interpellations relatives au tableau d'avancement des cadres de l'armée : *Moral de l'armée ; demande un arbitrage du bureau de la Commission de la Défense nationale* [4 février 1958] (p. 507). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement (notamment sur le déroulement de la mission dite des « bons offices » entre Paris et Tunis) [19 mars 1958] (p. 1695). — Prend part à la discussion d'urgence des conclusions d'un rapport portant proposition de décision sur le décret du 12 mars 1958 constituant les territoires autonomes d'Algérie : *sa motion*

*préjudicielle tendant à surseoir au débat jusqu'à ce que le Gouvernement ait précisé à la tribune la politique qu'il entend suivre en Afrique du Nord* [27 mars 1958] (p. 2055); *menace d'une internationalisation américanisée des problèmes nord-africains, inquiétude soulevée par des projets gouvernementaux relatifs à un pacte de la Méditerranée et à une coopération franco-maghrébine pour l'exploitation du Sahara, silence du Gouvernement sur le déroulement des « bons offices », rôle des Américains en Afrique du Nord* (ibid); *évolution des événements depuis la déclaration gouvernementale du 7 mars, information américaine relative à l'intérêt porté par les Etats-Unis à la question d'Afrique du Nord* (p. 2056, 2057). — Est l'objet d'un incident au cours de la présentation du Gouvernement du Général de Gaulle [1<sup>er</sup> juin 1958] (p. 2592). — S'excuse de son absence [10 février 1956] (p. 234), [14 mars 1956] (p. 919), [18 octobre 1956] (p. 4173), [7 novembre 1957] (p. 4678), [18 février 1958] (p. 817), [7 mars 1958] (p. 1502). — Obtient des congés [10 février 1956] (p. 234), [18 octobre 1956] (p. 4173), [7 novembre 1957] (p. 4678), [18 février 1958] (p. 817), [7 mars 1958] (p. 1302).

**DUBOIS (Dr)**, *Député de la Nièvre (U.D.S.R.-R.D.A.)*.

Son élection est validée [28 mars 1958] (p. 2082). — Est nommé : membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [15 avril 1958] (p. 2156); membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [13 mai 1958] (p. 2278); de la Commission des territoires d'outre-mer [26 mai 1958] (p. 2501).

**DUCHET (M. Roger)**, *Sénateur (R. I.)*.

Donne sa démission de *Ministre de la Reconstruction et du Logement* (Cabinet Edgar Faure) [24 janvier 1956] (séance du 25 janvier 1956, p. 80). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1<sup>er</sup> février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387).

**DUCHOUD (M. François)**, *Député proclamé de la Haute-Savoie (U. F. F.)*.

Est nommé membre de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161).

### Interventions :

Est rappelé à l'ordre lors de la demande de fixation immédiate de la date de discussion d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Afrique équatoriale française et notamment en Oubangui-Chari [21 février 1956] (p. 395). — Prend part à la discussion des conclusions du rapport du 8<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Savoie : *Prétendue illégalité de l'appareillement des listes poujadistes ; sa double nationalité ; son attitude pendant la résistance ; sa situation familiale* [23 mai 1956] (p. 1958, 1959). — Son élection n'est pas validée [23 mai 1956] (p. 1965).

**DUCLOS (M. Jacques)**, *Député de la Seine (6<sup>e</sup> circonscription) (C.)*.

Son élection est validée [27 janvier 1956] (p. 116). — Est nommé : membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

### Dépôts :

Le 3 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin immédiatement aux opérations de guerre et de répression engagées en Algérie, à rapatrier les soldats envoyés en Afrique du Nord et à ouvrir avec les représentants qualifiés du peuple algérien des négociations sur la base de la reconnaissance du fait national algérien, n° 276. — Le 17 février 1956, une proposition de loi tendant à réaliser plus de justice fiscale en faisant payer les riches, n° 576. — Le 17 avril 1956, une proposition de loi tendant à améliorer la situation des locataires de logements économiques de première nécessité dits cités d'urgence, n° 1466. — Le 5 juin 1956, une proposition de loi tendant à permettre la rescision de certaines ventes de dommages de guerre, n° 2070. — Le 5 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à décider la révision de l'article 20 de la Constitution en vue de supprimer la procédure des navettes entre l'Assemblée Nationale et le Conseil de la